



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Animation économique, ruralité
et agriculture

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Convention d'Intervention Foncière (CIF) avec la SAFER 2016-2019
- Signature

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Lilliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Gilbert GALLIANO

Transmis le : 2.2.DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

Depuis 2007, la Communauté d'Agglomération Dracénoise conventionne annuellement avec la SAFER. Cette Convention d'Intervention Foncière (CIF) a pour objectif de définir un cadre global d'intervention de la SAFER à l'échelle de la Dracénie, et notamment de généraliser le principe d'information en temps réel des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) notifiées à la SAFER, à destination des communes de l'agglomération ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération Dracénoise et d'alimenter un observatoire foncier à l'échelle du territoire.

Ce dispositif permet ainsi de :

- maîtriser et réguler le marché foncier agricole dans un contexte de forte pression,
- procéder à un stockage sélectif de terres en vue de réaliser des compensations de proximité à l'impact de grands projets ou d'acquérir des terrains susceptibles d'être concernés par des travaux d'intérêt collectif,
- maintenir l'activité agricole en favorisant l'accès au foncier pour les exploitants et assurer une occupation strictement agricole des sols.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération Dracénoise peut interpellier la SAFER au même titre que les communes, selon les mêmes modalités. La Communauté d'Agglomération Dracénoise se coordonne avec les communes concernant les modalités d'acquisition et de rétrocession des terrains acquis par la SAFER.

Il est proposé de renouveler la convention de façon pluriannuelle, sur quatre ans, dans un souci de simplification.

Le coût annuel forfaitaire, estimé pour les 4 ans de la durée de la convention, est de 13 266 € HT soit 15 920€TTC. Les crédits seront imputés au chapitre 11, nature 617, fonction 90 du budget 2016. Ce coût comprend la rémunération du service apporté par la SAFER dans le cadre de l'observatoire foncier (envoi des DIA, enquêtes, analyse du foncier...) à laquelle s'ajoutent les frais occasionnés par un retrait de vente après une préemption en contre-proposition de prix (frais de dossier de l'ordre de 500 €).

En 2015, sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre, ce dispositif a permis :

- d'enregistrer et de cartographier en temps réel 474 notifications (représentant près de 600 ha) portant sur des fonds agricoles ou à vocation agricole ; contribuant ainsi à alimenter un observatoire du foncier agricole en Dracénie ;
- de mener 15 enquêtes, en vue de préemption sur le territoire de la CAD,
- de permettre 13 acquisitions amiables représentant 170 ha

La convention a ainsi contribué au maintien de l'activité agricole, soit en dissuadant les intentions spéculatives en zone agricole, soit en intervenant directement via l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Agriculture réunie le 13 octobre 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention d'intervention foncière compte-tenu des effets positifs obtenus (observation des mutations, dissuasion et intervention) pour une durée de 4 ans avec possibilité de dénonciation annuelle,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document s'y rapportant,
- autoriser Monsieur le Président ou son Vice Président délégué à l'Agriculture à signer le courrier d'intention d'achat, lorsque la Communauté d'Agglomération Dracénoise demandera à la SAFER d'exercer son droit de préemption dans les limites du budget alloué au foncier agricole,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter auprès du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil départemental du Var et tout autre établissement, l'aide financière la plus élevée possible pour toute acquisition par préemption.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.